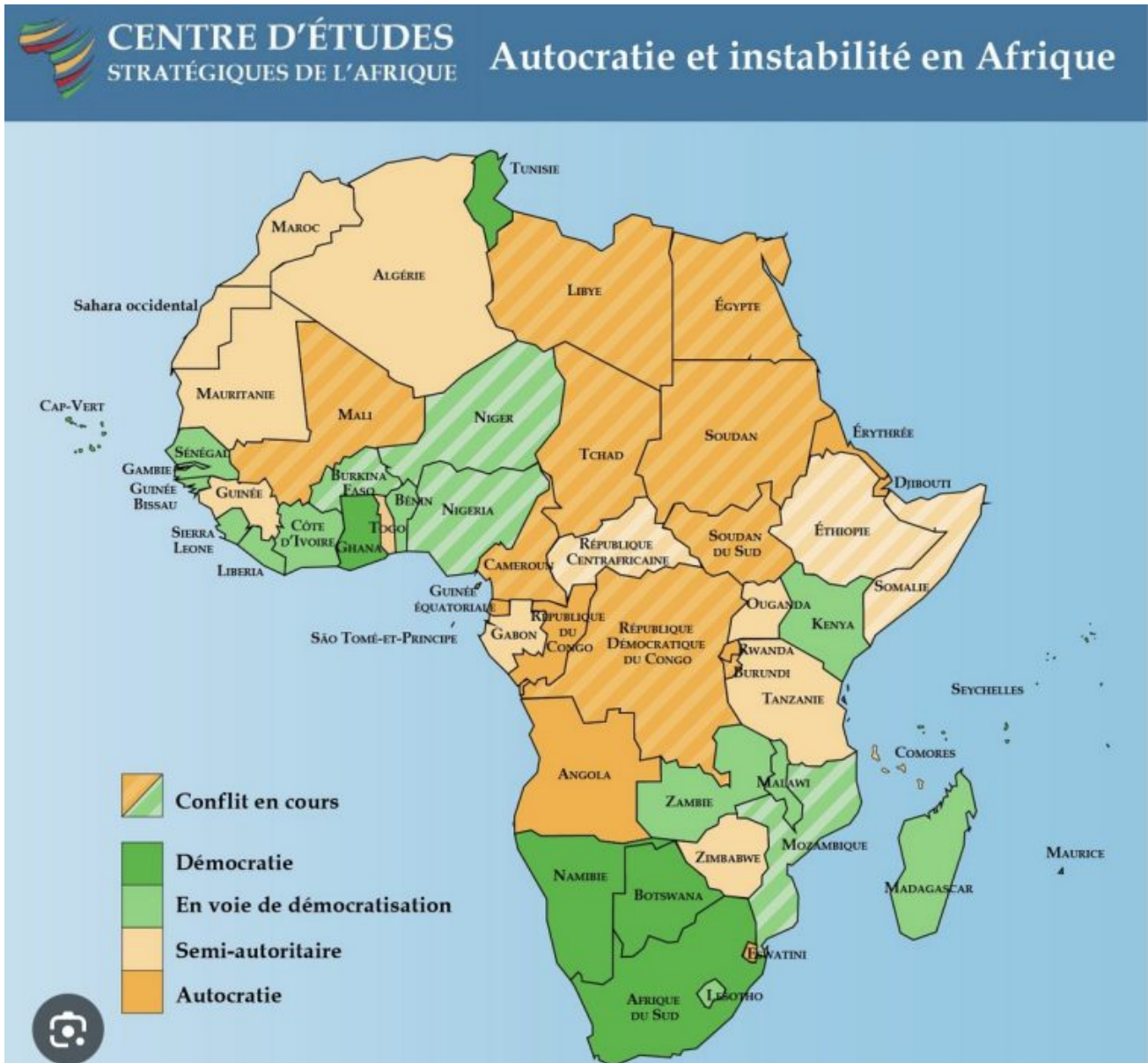


Le continent africain : une instabilité entretenue (2)

écrit par Raymond H. A. CARTER | 24 août 2023





Pour voir la première partie : <https://resistancerepublicaine.com/2023/08/23/le-continent-africain-une-instabilite-entreteneue-1/>

II – En Afrique, de l’homme au groupe, puis de la tribu à l’État, en passant par l’ethnie, s’organise une société, devenue également criminogène. D’où une démocratie qui n’en savoure que le nom, sans en partager réellement *souveraineté et avantages* pour et avec sa population, au sein d’une humanité restée à la fois sauvage, barbare et civilisée, n’en déplaie à Morgan38.

En Afrique, le Roi « *n’a qu’une seule charge, celle de Roi. Les devoirs et activités différentes, les droits,*

prérogatives et privilèges qui s'y rattachent en font un tout unifié 39 ». C'est un point à prendre en compte dans les pays africains où il existe, de manière sous-jacente, une *superposition* plus ou moins dépendante de ce système avec celui de la démocratie et inversement, au sein d'une *néo-ethnocratie*⁴⁰, (*ethnocratie* ou *tribocratie*) sur la base socio-économique engendrée par ses activités principales (agriculture & élevage), sans évoquer une cohabitation plus ou moins forte entre le Politique et le Religieux, où Ethnie et État s'y superposent encore, avec une *parenté* forte autour d'un néo-présidentialisme à l'africaine.

L'Afrique concentre environ 30% des réserves minérales mondiales 41. Après avoir été asservis et exploités par l'Occident, et considéré à Bandung en 1955 comme pays du tiers-monde entre les 2 grands blocs occidental et soviétique, de nombreux pays africains se sont tournés vers l'Est. La Chine veut aussi créer un nouvel ordre mondial, comme les USA avec la complicité de l'Europe. **Selon la Banque mondiale, 27 pays d'Afrique présentaient en 2017 une augmentation préoccupante de leur dette.** En 2008 42, sur 36 conflits graves répertoriés dans le monde, 13 sont situés en Afrique où 15 pays sur 54 y sont directement concernés par une crise d'intensité moyenne à haute. Et la situation ne s'améliore pas avec le temps. En octobre 2015, sur 16 opérations de maintien de l'ordre menées par l'O.N.U., 9 se situent en Afrique ; et en mai 2016, sur 10 situations sous enquêtes de la C.P.I., 9 concernent l'Afrique, notamment avec le conflit du Rwanda qualifié de génocide⁴³. Conflits et violences vont s'y succéder, s'entrecroiser et se multiplier. **Et malgré différentes interventions de sécurisation, les groupes djihadistes à fort ancrage local, voire ethniques, se reconstituent et ne cessent de gagner du terrain par le biais d'une guerre asymétrique menaçant lourdement l'équilibre fragile des pays du Liptako-Gourma et d'autres.** Si, selon certains observateurs, 3 catégories principales d'insécurité vont s'installer sur ce continent,

comme résultat des pratiques politiques (mauvaise gouvernance, etc.), de la faiblesse de l'État (corruption, etc.) et d'autres insécurités exogènes (la financiarisation et la globalisation de l'économie – le *dumping*), nous y préférons une distinction plus duale liée sur ses origines endogènes et exogènes qui n'en souffrent pas moins plusieurs types d'insécurités d'origines et formes diverses, parfois imbriquées en conséquence du *tryptique de la criminalité internationale* frappant aussi le continent Africain. De nombreux autres trafics importants, en dehors de drogues, armes et êtres humains, y sont présents, comme celui des cigarettes, dont Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) bénéficiera sous la conduite de son chef historique Mokhtar Belmokhtar, alias *Mister Marlboro*⁴⁴; tout comme la vente de cigarettes de la *British American Tobacco* qui participent au financement de groupes djihadistes ou séparatistes du Nord Mali via un système de sur-approvisionnement du pays en tabac, permettant le départ d'un milliards de cigarettes vers la contrebande⁴⁵; et ce même si, suivant divers auteurs, « *la contrebande est l'une des stratégies pour conquérir des marchés fermés* »⁴⁶. Le spectre du Crime Organisé *balaie très large*, comme nous le confirme le terrain, et autour duquel se retrouvent les crimes de notre *Tryptique de la criminalité*. L'Afrique s'inscrit dans le sillage d'une mondialisation criminelle⁴⁷ des « *foyers terroristes (...) qui se concentrent dans un croissant s'étirant du Pakistan au Sahel* »⁴⁸, en véritables *fossoyeurs* ; mondialisation qui avait aussi pesé dans les printemps arabes de 2011⁴⁹, en Égypte et en Tunisie⁵⁰, ainsi que dans le conflit libyen, conjuguée à la problématique terroriste internationale⁵¹.

Comme nous l'avons constaté sur le terrain, aucun secteur n'est épargné par la mauvaise gouvernance et la corruption qui l'entretient. S'y succèdent indépendances et néo-colonisations au sein d'une fausse décolonisation et d'une pseudo indépendance ; facilitant le jeu de la communauté

internationale qui y participent de différentes manières entre le block des Grands (Europe, Chine, Russie, Turquie, États-Unis d'Amérique, etc.) et l'action propre de chaque pays *in situ*.

Ce qui nous fait dire que la dépendance de l'Afrique reste très discutabile aujourd'hui, et pas assez discutée. Ici, comme ailleurs, la solidarité, en dépit d'un *panafricanisme* mis en avant, reste un mot plus qu'un vécu.

Quand les fondements sont sapés, la chute n'est pas loin. Les problèmes politiques, ici encore, n'y sont pas pris en compte pour favoriser un discours holistique constructif au profit du développement de ce continent que l'on fragilise pour mieux l'asservir et s'en servir. Si la démocratie n'a pas de prix, elle a un coût, aussi excessif que polémique, comme pour le processus électoral (sécurisation des bureaux, etc.). Pour les élections présidentielles, par exemple : 252 millions € en 2010 en Côte d'Ivoire versés par les partenaires internationaux ; 47 millions € au Burkina-Faso en 2015 ; 76 millions € en 2018 au Mali ; etc. **Tout cet argent est sacrifié sur l'autel d'une mauvaise gouvernance, regroupant 10% d'alternance, car des leaders renouvellent leur siège par constitution révisée... Et contrairement aux idées reçues, démocratie ne signifie pas développement, ne le garantit pas !**

La mauvaise gouvernance en est l'une des raisons majeures, tandis que l'insécurité devient la règle. Crises et conflits violents s'y succèdent au sein d'une insécurité entretenue et de la peur du terrorisme et de la *terro-criminalité* qui desservent population et développement ; y instaurant de façon pérenne sentiment et réalité d'insécurité. Une politique *du faire semblant* s'y développe. La désinformation y tient une place de choix. Des stratégies antiblancs et anti-français, *anti-étrangers* y évoluent par un jeu inavoué entre Leaders politiques locaux et néo-colonisateurs, en parallèle d'une *néo-colonisation sud-nord* qui ne dit pas son

nom, dont profite nantis et corrompus pour en tirer un profit direct et asseoir leur devenir ; utilisant médias et réseaux sociaux pour accuser l'Occident de tous les maux qui frappent leur citoyen, afin d'en mieux manipuler la population.

Une homogénéité de catastrophes s'y accentue, notamment en Afrique subsaharienne devenu le terrain de jeux de la communauté internationale. L'Afrique accumule des problèmes d'instabilité, comme l'excès de formalisme (multiplication des textes, ...), qui rejoint souvent l'inintelligibilité, et de nature à paralyser les actions, les acteurs économiques et sociaux à tous les niveaux de l'État, avec l'excès d'égalitarisme susceptible de devenir un piège pour la société en recherche d'égalité réelle en son sein, tout comme au niveau du droit pour une meilleure justice. Les bases des structures institutionnelles en place, fragilisées par des déstabilisations de circonstance entre *ethno-démocratie* et *démo-ethnocratie*, vivent une dualité que l'on essaie de voiler pour mieux y survivre ; et ce à des fins d'abord personnelles.

L'Afrique est traversée par un arc de crise djihadiste d'Ouest en Est, le long de la marge Sud du Sahara, de la Mauritanie jusqu'à la corne de l'Afrique⁵² et du Nord-Est au Sud-Ouest plus récemment ; au point que ces mouvements terroristes ⁵³ ont fini par acquérir sur le continent africain une importance ayant entraîné l'implication directe et internationale de plusieurs pays (La France, à travers les opérations *Serval* puis *Barkhane* ; les États-Unis d'Amérique par l'opération *Enduring Freedom – Trans Sahara* ; la Russie avec *Wagner*, etc.), visant à soutenir les *gouvernements amis* ainsi que pour, officiellement, affaiblir des foyers terroristes susceptibles d'intervenir à l'échelle internationale tout en entretenant une mondialisation criminelle, à travers des trafics juteux comme celui de la drogue ⁵⁴. Ce nouvel *arc de crise* ⁵⁵, lié aux nouveaux

terroristes islamistes 56, fut rattaché par certains à l'ancien *arc de crise*, faisant courir globalement cette zone d'incertitude depuis la Mauritanie jusqu'à l'Afghanistan. On comprendra ainsi l'importance de prendre en compte ces groupes qui perpétuent leurs crimes à la fois idéologiques (Terrorisme) et *capitalistes* (Crime organisé et *terro-criminalité*) sur le continent africain et dans le Sahel. Une forme de *néo-libéralisme* ne s'instaurerait-elle pas dans les pays africains avec une inconséquence aux multiples facettes pour leurrer les gouvernants et fausser la bonne gouvernance ?

L'Afrique subsaharienne détient le triste record du plus grand nombre moyen de morts par acte terroriste (6,7 morts) 57 en 2015, à travers les actions menées par les principaux groupes terroristes 58 (Boko Haram qui reste le groupe terroriste de plus meurtrier au monde⁵⁹, E.I.G.S., etc.) qui y vivent et perpétuent leurs crimes, et de *Terro-criminalité*. Il y a de nombreuses allégeances à l'État Islamique, doté de ses propres médias. Les groupes sont vainqueurs puis victimes (E.I.G.S.). Au Burkina-Faso, le djihadisme a créé 2,7 millions de personnes affectées par une faim aigüe en 2021. Au Sahel, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire y a augmenté de 60% entre 2015 et 2018, sachant que la sécheresse frappe de plus en plus régulièrement cette région. La violence liée à l'E.I.G.S. a plus que doublé en 2020, avec environ 4 250 morts, soit une augmentation de 60 % à partir de 2019, y provoquant un désastre humanitaire. Mais il ne faut pas oublier que d'autres groupes, plus légitimes en apparence parfois, sillonnent les mêmes secteurs que les djihadistes, susceptibles de devenir spontanément des *terro-criminels* profitant de la conjoncture pour s'en prendre à la population locale tout en générant une difficulté dans l'identification des groupes de criminels et Hommes Armés Non Identifié (HANI), tenants du grand banditisme, qui sont des hommes armés, *terro-criminels* au *modus operandi* quasi

constant, se déplaçant à bord de pick-up, de tricycles ou sur des motos et opérant en quasi-impunité, à visage découvert ; une guerre larvée contre incertitude et anonymat d'attaques menées par ces HANI et des Groupes Armés Terroristes (G.A.T.), plus des Milices et des Groupes d'autodéfense. Ici, « Terrorisme = Attaques (de mosquée) + Violence + Prise de contrôle de stocks et secteurs (agricoles, élevage, etc.) + gouvernance locale *partagées* par des *Coupeurs de route*, voire de *vigilances* (groupes d'autodéfense villageois) », comme les *koglwéogo* au Burkina Faso, qui pallient l'absence de l'État en s'érigeant en police rurale, et aussi en système judiciaire et pénal parallèle au sein duquel s'inscrivent divers abus pouvant aller jusqu'à la commission de délits et crimes graves à l'encontre de ceux qu'ils sont chargés de protéger. L'insécurité (*globale* et *ponctuelle*) y est bien présente par manque de contrôle, explosion démographique 60 et crises alimentaires qui l'accompagnent, concentration des terres et du bétail où cohabitent difficilement agriculteurs et éleveurs, en sus d'un important flux de migrations (déplacés internes et externes) des campagnes vers les villes et mégapoles (inemploi, criminalité, etc.) propice à l'insécurité et au développement d'autres formes de violence, constituant un frein au développement, nuisant aux investissements et activités socio-économiques, ainsi qu'une conséquence du mal-développement, au sein d'une sécurité nationale malmenée. Ainsi, compte tenu de la détérioration de la situation sécuritaire en Afrique⁶¹ et dans la région du Sahel, une approche centrée sur la sécurité au sens spécifique de la criminalité ne sera pas suffisante à elle seule pour apporter une paix et une stabilité durables en Afrique subsaharienne comme dans le Sahel, même si certains projets y réussissent partiellement, comme le projet GARSI-SAHEL⁶². En conséquence de quoi, il importe de mettre en place et de conduire à bien des stratégies globales sécuritaires pour résoudre les problèmes structurels qui alimentent l'extrémisme violent. Le développement durable et

l'accès aux services de base (Éducation, santé, etc.), doivent rester au cœur des actions de renforcement et de déploiement des institutions étatiques et en constituer une priorité⁶³. Ainsi, face à la violence intercommunautaire, un représentant des États-Unis a reconnu les efforts de la C.E.D.E.A.O., dont le travail constitue à la fois une solution pour combattre l'insécurité au Sahel et un modèle à suivre et à copier pour l'Afrique, à travers leur préparation et élaboration au sein d'un programme spécifique, mesuré et efficient, ainsi que de l'U.N.O.W.A.S. afin de promouvoir sécurité et stabilité à long terme dans tout le Sahel.

—

Face à cette crise sans précédent, nous pouvons considérer trois scénarii pour l'avenir : Un premier *Tendanciel*, sans changement, avec un *statu quo* ; un deuxième s'adaptant à un scénario du Mieux au sein d'un nouveau contrat social *gagnant-gagnant* ; et un troisième avec l'aggravation au cœur d'un état boiteux, inactif, laissant la place à d'autres acteurs non étatiques ; ce qui sied le plus à la globalisation réclamée par la Mondialisation en marche à travers une criminalité mondiale orchestrée par les plus hautes sphères. **La tendance de la doxa mondialiste actuelle s'oriente vers un totalitarisme d'une envergure jamais atteinte. Des impies règnent sur ce monde. La mondialisation aujourd'hui est un paradoxe ! Notre étude constitue une preuve que tout comme au sein de la Criminalité internationale, la mondialisation est en marche. Et le crime international va plus vite que la justice internationale ! À qui profite le crime ? Pourquoi ?** « Le XXIème siècle sera religieux ou ne sera pas » déclare André Malraux. Même si le constat ici est plus pessimiste qu'optimiste, il nous faut aller de l'avant et poursuivre notre démarche pour amener le monde vers la justice et la paix, autant que faire se peut. Ne serait-il pas temps, ici et maintenant, de « porter la

Justice jusqu'à la victoire » comme l'évoque le Christ Jésus 64. Très vraisemblablement, un proche avenir nous le dira. Veut-on vraiment aider l'Afrique à se sauver et se stabiliser, ou continuer à en absorber impunément ses ressources naturelles par corruption interposée, et sa population, à travers les nouvelles migrations conduites par la Criminalité internationale entretenues au plus haut niveau de la planète pour mieux l'asservir ? C'est la question à laquelle il faudra répondre.

—

NOTES

29. Alderson Kelly et Meale Élisabeth, « *Industrie extractives -vue d'ensemble*», Banque mondiale, 15 septembre 2015.
30. Tertrais Bruno (dir.), « *Atlas militaire et stratégique*», Autrement, 2008.
31. Carter Raymond H. A., « *Le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie*», op. cit. ; « *Juger les individus responsables de génocide, de crime de guerre et de crimes contre l'humanité*», sur icc-cpi.int. ; et de Tirthankar chanda, « *Rwanda : aux origines du génocide* », RFI, 17 avril 2014.
32. « *Mokhtar Belmokhtar : dernière cartouche pour 'Mister Marlboro' ?* », Libération, 15 juin 2015.
33. Kehoe-Down Aisha (OCCRP), CENOZO, Gaston Sawadogo (L'Évènement), and Tom Stocks (OCCRP), "*British American Fights Dirty In West Africa*", sur OCCRP, du 08 Avril 2021.
34. Collot Nadia, « *L'industrie du tabac organise la contrebande* », Avril 2006.
35. Hugon Philippe, « *Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains*», Hérodote, vol. 3, n° 134, 2009, pp. 63-79.

36. Berg Eugène, « *La nouvelle géopolitique des conflits* », *Géoéconomie*, vol. 5, n° 72, 2014, pp. 215-230.
37. Marty-Gauquié Henry, « *La Communauté internationale et le Printemps arabe : aspects économiques* », sur convention-s.fr, du 28 février 2013.
38. Charillon Frédéric, « *L'après Printemps arabe dans les relations internationales. De l'espoir politique à l'inquiétude stratégique ?* », sur diploweb.com, du 27 mars 2013.
39. Gallet Archibald, « *Les enjeux du chaos libyen* », *Politique étrangère*, sur ifri.org, 2015.
40. Hofnung Thomas, « *Un arc de crise jihadiste* », *Libération*, 23 septembre 2013.
41. L'Hôte Mathilde, « *Djihadisme en Afrique : le terrorisme oublié 2/2* », *Le journal international*, 24 mai 2016.
42. Abderrahmane Abdelkader, « *Terrorisme et trafic de drogues au Sahel* », *Le Monde*, 19 juillet 1912.
43. Eurorient, « *L'Iran paradoxal : un péril ou en péril ? Dogmes et enjeux régionaux* », l'Harmattan, 2008, 277 p.
44. Les principaux groupes concernés sont AQMI (opérant en Mauritanie, au Mali et au Sahel, au Nigeria, en Tunisie et en Libye), les *shebabs* du mouvement *al-Shabbaab* (opérant en Somalie et au Kenya), Boko Haram (opérant au Mali, au Burkina-Faso, en Algérie et au Niger notamment qui fusionne avec *Les Signataires par le sang* pour former *Al-Mourabitoune* en 2013) *Al Mourabitoune* (opérant au Mali, au Niger, au Burkina-Faso, en Libye, en Algérie), *Jund al-Khilafa* ou *Soldat du califat* ou *Jound al-Khalifa*, groupe armé terroriste djihadiste salafiste qui s'est fait connaître par l'assassinat d'Hervé Gourdel (1959-2014) décapité par ce groupe (opérant en Kabylie), *Wilayat Sinaï* (opérant en Égypte et dans la péninsule du Sinaï) ; voir de Laurent Dupuis, « *Les 18 principaux groupes islamistes armes du monde* », *La Croix*, 23 septembre 2014.
45. « *Global terrorism index 2015* », Institute for economics and peace.

46. Dupuis Laurent, « *Les 18 principaux groupes islamistes armes du monde* », La Croix, 23 septembre 2014.
47. « *Global terrorism index 2015* », Institute for economics and peace. Ibid.
48. Le Niger, par exemple, est passé de 4 millions d'habitants à l'indépendance en 1960, à près de 16 millions aujourd'hui ; Véron Jean-Bernard, « *Crises et conflits au Sahel : état des lieux et enjeux économiques* », Gouvernance, partenariat, participation, développement et équité en Afrique subsaharienne, 2014.
49. Guillaume Laurent (direction), « *Africa connection – La criminalité organisée en Afrique* », la Manufacture du livre, 23 mai 2019, 256 p.
50. *Groupes d'Action Rapide de surveillance et d'Intervention au Sahel* du G5 et du Sénégal de 2019 à 2022, qui ont permis le retour de centaines de déplacés internes vers leurs villages.
51. Mme Buenrostro Massieu, in « *Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel* », du Secrétaire général sur la question, présenté par son Représentant spécial et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Conseil de sécurité des Nations unies, Distribution générale 28 juin 2021 Français, S/2021/612 Original : anglais.
52. Évangile de Matthieu, 12 : 20.